

“En Italie, un mal irréparable”

Roberto Saviano, écrivain spécialiste de la Mafia et auteur de « Gomorra », s'insurge, dans un texte exclusif transmis au « Monde », contre la politique du nouveau gouvernement italien concernant les migrants. Il invite aussi les autres pays européens à réexaminer leur politique migratoire, quelques jours après l'errance de l'« Aquarius » en Méditerranée

Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre. Personne en Europe ne peut le faire. Personne en Europe n'a la conscience assez propre pour se permettre d'indiquer aux autres le chemin à suivre pour résoudre la tragédie des migrants qui risquent leur vie pour rejoindre l'Europe. Personne ne peut le faire, parce que l'Europe a non seulement laissé l'Italie porter seule le poids d'une responsabilité qu'elle n'était manifestement pas en mesure de porter, mais aussi parce qu'elle a commis les mêmes erreurs de communication qui, en Italie, ont conduit au pouvoir des forces de droite, xénophobes et incapables d'assurer la cohésion sociale.

L'Italie est en campagne électorale depuis 2013. Savez-vous ce que cela signifie ? Que tout est communication politique – et la communication politique est une chose très différente de la politique elle-même : c'est de la communication, de la vulgarisation, de la simplification. Cela signifie que les Italiens sont entourés, assiégés, écrasés sous le poids d'une politique qui, loin d'être réelle, se fait dans les talk-shows et sur les réseaux sociaux. Cela signifie que pour rester sur le marché, la presse et la télévision accordent de la place à quiconque, d'une manière plus ou moins provocatrice, parle aux citoyens furieux qui, dévastés par des décennies de berlusconisme, d'antiberlusconisme et de récession, estiment que le monde leur doit quelque chose, que l'Europe leur doit quelque chose. Cela signifie que ceux qui parlent des migrants comme d'un fléau à éradiquer obtiennent aussitôt de la visibilité, surtout s'ils ont gagné en crédibilité dans des milieux dits « de gauche ». Cela signifie que ceux qui parlent de l'Europe comme d'une utopie faillie et d'un système perfide sont considérés comme réalistes, au contraire de ceux qui parlent de l'Europe comme d'un projet commun à façonner et à améliorer.

INFINIE AMERTUME

On ne compte plus les journalistes et les faiseurs d'opinion qui, à l'aube du nouveau gouvernement, mais aussi au crépuscule du pré-

cédent, adoptent déjà des positions xénophobes à peine voilées. Matteo Salvini est en train de mettre en œuvre la « méthode Minniti », la doctrine de ce penseur politique [membre du Parti démocrate, ancien ministre de l'intérieur] qui entendait – je ne sais par quel miracle – éloigner le spectre d'un gouvernement jaune-vert (ainsi appelle-t-on en Italie, avec une pointe d'ironie, le ramassis formé par la Ligue et le M5S) en proposant une ligne politique proto-léguiste.

C'est Marco Minniti qui, l'année passée, fut le premier à déclarer : « Nous fermerons les ports aux ONG. » C'est lui qui obligea, au moyen d'une politique médiatique sans précédent, les ONG à signer un code de conduite parfaitement arbitraire, dont l'effet immédiat a été de diviser un front humanitaire qui doit rester uni pour pouvoir défendre ceux qui viennent en aide aux plus faibles. C'est encore Minniti qui expliqua aux Italiens à peu près ceci : même si les chiffres des cambriolages sont en baisse, nous, nous ne nous intéressons ni aux faits ni aux statistiques, mais à vos sentiments et, si vous vous sentez en insécurité, nous étudierons les moyens de vous laisser davantage de marge de manœuvre pour que vous puissiez vous défendre seuls. Tout cela a préparé le terrain à ce qui est en train de se produire aujourd'hui – pas de stupeur donc, rien qu'une infinie amertume.

Et pendant que tout cela se passe en Italie, que fait l'Europe exactement ? Où est l'Europe solidaire ? Quelqu'un a dit – à juste titre – que l'Italie, d'abord avec Berlusconi, puis avec Renzi, a accepté d'accueillir les migrants en échange d'une certaine souplesse économique. Mais est-ce possible que l'Europe ne se rende pas compte que cela ne pouvait pas fonctionner ? Est-ce possible que les chefs d'Etat européens mésestiment à ce point les effets de leurs politiques inefficaces, si ce n'est criminelles ? L'accord entre l'Allemagne et la Turquie pour fermer la route des Balkans a ouvert la voie à l'accord entre l'Italie et la Libye : des milliards d'euros ont été versés à des gouvernements antidémocratiques pour créer de véritables camps où la torture et les mauvais traitements sont avérés. En 2016, la Turquie a conclu avec l'Europe un pacte des

plus juteux : 6 milliards d'euros sur trois ans ; l'an passé, la Libye a demandé à l'Italie 800 millions d'euros pour bloquer les flux migratoires. Ces fonds auraient pu servir à l'aide et à l'accueil. Mais, semble-t-il, nous préférons payer des tortionnaires pour tenir les problèmes loin de nos yeux plutôt que de chercher de réelles solutions.

Et la France dans tout cela ? Elle a criminalisé la solidarité, exactement comme l'a fait le gouvernement Gentiloni et exactement comme est en train de le faire le gouvernement Salvini-Di Maio. Prenez le cas de ce guide de montagne, Benoît Ducos, interpellé par la police française en mars pour avoir porté secours à une migrante enceinte à la frontière franco-italienne. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, mais un exemple criant qui nous dit ce qui se fait couramment, et nous raconte comment les gouvernements ont décidé de contrer les extrémistes de droite en cherchant à les battre sur leur propre terrain. En Italie, nous avons vu à quel point cette stratégie est un échec – espérons que les autres pays tireront les leçons de notre débâcle. Parce que, au cas où ce ne serait pas encore clair, voilà l'Europe idéale de Salvini, qui, comme parlementaire européen, est connu pour son absentéisme à Bruxelles et qui, comme ministre de l'intérieur, passera à la postérité pour sa campagne de communication contre les migrants.

Matteo Salvini s'installe au Viminal [siège du ministère de l'intérieur] et il en oublie que, dans son mandat, parmi ses priorités, il doit garantir la sécurité des Italiens, la vraie sécurité, menacée quotidiennement par les organisations criminelles – le contrat entre la Ligue et le M5S n'en parle pas, si ce n'est de façon tout à fait marginale. Matteo Salvini ignore ce que sont et comment opèrent les organisations criminelles. Matteo Salvini l'ignore et pour le dissimuler, il parle des immigrés. Pour le dissimuler, il fait de la communication sur les réseaux sociaux, des déclarations à propos desquelles, dans quelques années, les nouvelles générations nous demanderont de rendre des comptes. Concrètement : une bombe a explosé il y a quelques jours dans le centre historique de Naples. Comment le ministre de l'intérieur a-t-il

réagi à ces graves problèmes d'ordre public et de criminalité organisée? En s'occupant « d'abord des Italiens », pour reprendre un slogan habituel de la Ligue? On en arrive à se demander quels sont les Italiens qui passent d'abord, étant donné que ceux du Sud, où Salvini a pourtant été élu sénateur (dans la circonscription de Rosarno, en Calabre), sont victimes, plus que d'autres, de la violence des organisations criminelles mais ne rentrent pas dans son champ de vision myope, qui ne perçoit aujourd'hui que les immigrés qui servent à transformer en soutien électoral le racisme le plus grossier.

A peine nommé, le ministre de l'intérieur déclare: « Pour les migrants, la fête est finie. » Quelle fête de naître en Afrique, de tout sacrifier et de s'endetter pour tenter de construire un avenir meilleur, dans l'espoir de pouvoir changer la donne et d'aider sa famille qui, en attendant, reste là-bas, parce qu'elle est trop nombreuse, parce qu'elle compte des femmes, des personnes âgées et des enfants qui ne supporteraient pas les souffrances d'un voyage long et éprouvant.

GUERRE FRATRICIDE

Quelle fête de traverser le continent, de voyager entassé dans un véhicule conçu pour dix personnes qui en transporte cinquante. Quelle fête d'aller sans nourriture et presque sans eau, d'être dans la fleur de l'âge et pourtant si fatigué, épuisé, à bout et d'avoir, malgré tout, encore de l'espoir. Quelle fête d'arriver en Libye, de faire l'impossible pour ne pas rester prisonnier dans un camp de réfugiés, de chercher à ne pas devenir une monnaie d'échange entre des ravisseurs assoiffés d'argent et la famille restée au pays qui, pour aider celui qui s'enfuit en Europe, contracte des dettes qu'elle remboursera avec des années de labeur – un emprunt pour la liberté, un crédit pour acheter l'espoir.

Quelle fête de payer sa place sur un Zodiak et d'être, peut-être, celui qui sera chargé de le diriger et qui se trouvera de fait considéré comme « passeur » au cas où les choses tourneraient mal. Quelle fête de passer des heures et des heures en mer. En mer calme, en mer agitée. En mer chaude et éblouissante le jour, froide et noire la nuit. Quelle fête d'être écrasé, entassé avec plus de cent personnes sur une embarcation qui prend l'eau de toutes parts, et de se trouver au centre, là où l'air manque, puis d'être assis au bord, les jambes ballantes, engourdis, glacées. Quelle fête d'être enfant et de vivre cet enfer, d'être mère, père, et de se sentir responsable d'avoir emmené ce que l'on a de plus précieux au monde dans une situation de danger extrême. Quelle fête quand le Zodiak ne tient plus le coup, qu'il prend l'eau et que la peur de couler vous tennaille. Quelle fête quand Malte, l'Italie et le reste de l'Europe tentent de se débarrasser de la patate chaude et de l'envoyer le plus loin possible. Quelle fête quand les ONG – ces « taxis de la mer » (copyright Luigi Di Maio), ces « vice-trafi-quants » (copyright Matteo Salvini) – sont empêchées de porter secours à des êtres humains, mais que l'on donne le feu vert à la garde côtière libyenne, à elle oui, elle qui est de mêche avec les trafiquants (source: ONU). Quelle fête lorsque l'on transmet à la télévision des vidéos des opérations de sauvetage de cette même garde libyenne et que l'on coupe les longues minutes pendant lesquelles les militaires frappent les migrants, tirent en direction des embarcations et menacent le personnel des ONG.

Quelle fête quand personne ne vient à votre

secours et quand votre embarcation est en train de sombrer, emportant avec elle les corps à présent sans force de ceux qui ont supporté la séparation d'avec leur famille, le voyage à travers le désert, la faim, les coups, les tortures dans les camps libyens, les viols et violences de tout type. Pensons-y, merde, quelle fête! Quand, dans cent ans, on sondera les fonds de ce petit bout de Méditerranée et qu'on y trouvera des centaines de corps humains, on se demandera quelle guerre s'est jouée là.

Quelle fête quand les choses vont mieux, quand la marine militaire italienne donne son autorisation et que les « taxis de la mer » peuvent enfin commencer les opérations de sauvetage. Et quelle fête, ensuite, une fois monté à bord de ces « taxis », de savoir, ou d'avoir la nette intuition, que ces heures de navigation seront les seules au cours desquelles il sera possible, peut-être, de souffler un peu. Peut-être de dormir. Peut-être d'espérer que ces douloureuses plaies aux pieds, nus, tout au sec, se sont ouvertes après être restées tout ce temps dans l'eau, sont le pire qui puisse arriver. Mais le pire, ce ne sont pas les pieds blessés, ce n'est pas la faim, ce n'est pas le manque de sommeil ni les pensées pour ces compagnons de voyage morts ou disparus. Le pire, c'est en Italie qu'il se produira, si les ports sont ouverts. Ou ailleurs si, comme ces jours-ci, le duo Salvini-Toninelli [ministre des infrastructures et des transports] ferme les ports aux « passagers » de ces délectables « croisières ».

La « fête », pour lequel un qui a débarqué de nuit en Italie et obtenu un permis de séjour, peut avoir lieu de nuit, un samedi soir, alors qu'il aide des compagnons à se procurer de la tôle pour construire un refuge résistant aux flammes. La fête est soudaine. La fête est une balle tirée dans la tête. Soumaila Sacko est mort ainsi, en Calabre, à quelques kilomètres de Rosarno, la petite commune où Salvini a été élu sénateur. Soumaila avait un permis de séjour en règle. Je n'ose imaginer quelle est la fête pour celui qui n'a pas de papiers.

Ce que je sais avec certitude, c'est que nous ne pouvons accorder de répit à ce gouvernement, qui procède à coups de déclarations, et que nous devons lui faire regretter le jour où, par égoïsme, intérêt et méchanceté, il a décidé – car, oui, il l'a décidé – que pour exister, il fallait devenir raciste. Voilà pourquoi, en ces heures comme jamais, il m'est impossible de me taire. En ces jours comme jamais, je me sens, et heureusement je ne suis pas le seul, comme un fleuve en crue qui doit expliquer pourquoi on ne peut laisser du temps au nouveau gouvernement qui, alors qu'il ne s'est pas encore mis sérieusement au travail, a déjà causé trop de mal. Un mal irréparable.

LA PROPAGANDE ET LES FAITS

Comment est-ce possible, me demanderez-vous, s'il est en place depuis si peu de temps? C'est possible parce qu'il a été précédé par la longue et exténuante campagne électorale de la Ligue (Forza Italia n'a été qu'une béquille, le dindon de la farce) et du M5S qui ont, sans aucun scrupule ni limites, joué avec le point faible de ce pays dont le lien de confiance avec la politique était déjà définitivement rompu. Et pourquoi, me demanderez-vous, fait-il à présent confiance à deux mouvements politiques comme la Ligue et le M5S qui, aux yeux de beaucoup – dont je fais partie – sont aussi peu fiables que le Parti démocrate (PD) et Forza Italia (FI)? D'abord, parce que ces

partis savent communiquer sur les réseaux sociaux; ensuite, parce qu'ils entretiennent des rapports réels (et pas seulement virtuels) avec les électeurs, des rapports que FI et le PD n'ont plus depuis longtemps; mais surtout, parce que, même s'ils l'ont fait de la plus mauvaise façon qui soit, ils sont parvenus à faire passer ce message: « Chers Italiens, nous vous comprenons, nous sommes de votre côté. Vos peurs? Elles sont justifiées. Votre rancœur? Justifiée aussi. » Mais la Ligue et le M5S sont allés encore plus loin. En diffusant des informations et des chiffres faux, ils ont donné à beaucoup d'Italiens ce qu'ils voulaient: des ennemis en chair et en os.

Une guerre vient d'éclater en Italie, une guerre longtemps restée silencieuse, et elle se mène sur deux fronts. Le premier est celui où s'opposent ce gouvernement et ceux qui tentent de dire qu'il n'offre pas de solutions réelles aux problèmes économiques et au mal-être du pays. Le second est un front où les victimes sont nombreuses et réelles, parce que c'est une guerre fratricide entre personnes qui souffrent. Une guerre dont dépend le destin de l'Italie et de l'Europe. Les migrants africains qui arrivent ici sont au centre de cette guerre, mais en apparence seulement; en réalité, ce qui est en jeu, c'est le genre d'avenir que nous voulons construire, un avenir fait d'engagement et de travail ou bien un avenir de terreur et de pauvreté. Nos actions d'aujourd'hui conditionneront davantage que ce que l'on peut prévoir (ou plus que ce que l'on veut bien voir) notre monde de demain.

La guerre qui se joue n'est pas, comme les apparences pourraient le laisser croire, une guerre pour la fermeture des frontières ou la réduction du flux de migrants qui arrivent en Italie; si c'était le cas, il conviendrait de rediscuter les accords signés avec l'Europe, et non d'armer les Italiens contre d'autres êtres humains. De ce point de vue, l'*Aquarius* a été un piège dans lequel nous sommes tous tombés et qui a servi à diviser l'opinion publique, à stimuler les passions et à étouffer toute réflexion. D'un côté, il y a ceux qui, malgré les 630 êtres humains en mer, estiment juste de donner une leçon à l'Europe et, de l'autre, ceux qui jugent insensé d'instrumentaliser 630 âmes pour obtenir des négociations. Reste que nous avons tous perdu de vue le cadre d'ensemble. Qui est plus ou moins le suivant.

L'objectif du « zéro débarquement » en Méditerranée n'est que de la propagande criminelle. Cela n'arrivera pas du jour au lendemain – cela n'arrivera de toute façon jamais. Matteo Salvini – c'est la ligne partagée par la Ligue et le M5S et c'est ce que nous souhaitons tous – dit vouloir empêcher d'autres tragédies en mer et soustraire les migrants à la voracité des trafiquants d'êtres humains de Libye et à celle des organisations criminelles d'Italie, mais la propagande est une chose, les faits en sont une autre. Le « zéro débarquement », tous les prédécesseurs de Salvini ont essayé d'y parvenir avant lui, avec les mêmes recettes et le même fiasco (construire des camps en Libye ne marche pas; ce qui marche, c'est respecter les droits de tous les êtres humains). Salvini est juste plus ostensiblement mauvais et il a des alliés au gouvernement qui le soutiennent.

CONSCIENCE ENDORMIE

Au fil des ans, nous avons accordé des fonds à des pays instables, nous avons arrosé trafiquants et criminels avec l'argent des Italiens et des Européens sans rien résoudre, parce

que tant qu'il y aura des personnes pour vouloir quitter l'Afrique et venir en Europe, en l'absence de moyens légaux de le faire, il y aura des personnes pour prendre leur argent et les y conduire. Pour les Africains, les portes de l'Europe sont closes et l'unique voie est celle de la clandestinité – et il se trouve que ce sont les mafias libyennes qui les font passer (en moyenne 100 000 par an). Il existe une demande mais aucune offre légale pour la satisfaire. Qu'importent les méthodes brutales de Matteo Salvini et les discours mielleux de Luigi Di Maio, c'est la loi du marché la plus élémentaire : quand il y a une demande, il y a une offre, légale ou non.

Pouvons-nous accueillir tout le monde ? Non. Mais la part assumée par l'Italie n'est pas telle que l'on pourrait dire : « Là, c'est bon, ça suffit ! » Je me demande souvent quelle est la solution, comme s'il existait une solution qui pourrait résoudre le phénomène de la migration. Il n'existe pas une solution définitive, mais plusieurs pas à accomplir.

Premièrement : régulariser tous les immigrés clandestins qui se trouvent aujourd'hui en Italie : en 2002, Roberto Maroni l'a fait en donnant des papiers à 700 000 immigrés qui se sont aussitôt transformés en 700 000 contribuables ; l'actuel gouvernement peut et doit aussi le faire. Deuxièmement : plancher sur la réglementation sur les visas et cesser de donner de l'argent aux mafias libyennes, parce que ce sont des geôliers que nous payons. Ces fonds pèsent sur notre budget mais surtout sur nos consciences, même si, après tant d'années de campagne électorale au ras des pâquerettes, bien des Italiens ont la conscience endormie.

Troisièmement : passer des accords avec les pays européens pour que les permis délivrés en Italie permettent de circuler et de travailler dans l'ensemble de l'Union euro-

péenne. Ce qui signifie faire de la politique et arrêter de bavasser. Sans cela, il est facile de prédire ce que nous vivrons dans les prochains mois et les prochaines années.

Ces derniers jours, les migrants de l'*Aquarius* ont été retenus en mer pendant deux jours, alors que ceux qui étaient à bord du *Diciotti* [navire de la garde côtière italienne] ont pu débarquer à Catane. Y aurait-il des migrants de classe A et d'autres de classe B ? Sur l'*Aquarius*, il y avait des gens provenant d'opérations de sauvetage de la garde côtière italienne ; la prochaine fois, j'imagine qu'aucun ne voudra quitter le navire des « secours » officiels pour aller sur celui d'une ONG pour qui, vraisemblablement, les ports resteront fermés dieu sait combien d'heures ou de journées.

ET L'EUROPE DANS TOUT CELA ?

Mais les conséquences de tout cela, nous les vivons en Italie, où la guerre qui est en train de se jouer est une guerre fratricide entre des Italiens qui le sont depuis des générations et des migrants qui, en situation régulière ou irrégulière, vivent désormais dans ce pays et y travaillent souvent pour une misère, dans des conditions proches de l'esclavage. Paradoxalement, quand on se concentre sur ceux qui doivent encore arriver dans ce pays, on en perd de vue les droits de ceux qui s'y trouvent déjà : des droits qui appartiennent à tout être humain, en possession ou non d'un permis de séjour. Mais – et voilà le mal principal – la vague de haine que certains alimentent envers les Africains qui n'ont pas encore posé le pied en Italie se déverse sur les immigrés qui y vivent déjà. Nous assistons à une régression du lien social, à la montée d'une vague nationaliste et raciste envers tout ce qui est perçu comme un corps étranger.

La triste vérité, c'est que, malgré tout, ce gouvernement plaît – et ses soutiens se multi-

plient – parce qu'il indique des cibles, des ennemis à lapider, des catégories de personnes contre lesquelles se battre. Que cela plaise ou non aux Italiens de se l'entendre dire, c'est ainsi. Or l'énorme masse des Italiens « d'origine contrôlée » qui vivent dans la souffrance et l'intolérance n'amélioreront en rien leur propre condition en s'armant contre les migrants, avec ou sans permis de séjour. Au contraire, quand les droits sont garantis même aux minorités, la communauté entière en bénéficie. Les retombées sur la société et la sécurité sont immédiates.

Il a fallu des dizaines d'années à des communautés entières pour s'intégrer, et il en suffit de quelques-unes pour que tout s'effondre comme un château de cartes sous les coups portés par ce nationalisme qui est en train de tous nous faire devenir les ennemis de tous. Une fois encore, je pose la question : et l'Europe dans tout cela ? L'Europe s'est déjà faite à l'idée que l'Italie était perdue. Comment interpréter autrement les jugements d'Emmanuel Macron et de son entourage à propos de Matteo Salvini ? Si un écrivain, un intellectuel, un journaliste disait que la stratégie de celui-ci est « à vomir », il ne ferait qu'exercer son droit à la critique, qui est légitime. Mais quand c'est l'équipe d'un chef d'Etat qui le dit, c'est la preuve que l'Italie est déjà sortie de l'Europe.

Si l'Europe faillit à sa mission d'accueil et d'intégration, il est du devoir de l'Italie de se faire la chef de file d'un mouvement pour un changement vertueux, et non de sombrer dans le nationalisme le plus abject. Et les responsables européens qui ne sont pas à la hauteur de la situation feraient mieux de se taire plutôt que de lancer des insultes par calcul, parce que des vies humaines sont en jeu, et que quand des vies humaines sont en jeu, le calcul politique n'est que cruel cynisme. ■

ROBERTO SAVIANO

Traduit de l'italien par Valentine Morizo

ROBERTO SAVIANO

L'écrivain et journaliste Roberto Saviano est né à Naples (Campanie) en 1979. En 2006, ses enquêtes sur la mafia napolitaine, la Camorra, lui valent des menaces de mort et une mise sous protection policière.

Son livre le plus connu, *Gomorra* (Gallimard, 2007), a été un succès planétaire, aujourd'hui adapté en série télévisée. Mais la criminalité n'est pas son seul domaine d'intervention. Il a publié d'autres ouvrages, et il prend souvent part

aux débats politiques et sociétaux qui agitent son pays. Il interviendra lors de la prochaine édition du Monde Festival, dimanche 7 octobre, à Paris, quelques jours après la sortie, le 4 octobre, de son premier roman, *Piranhas*, chez Gallimard.